



CHAPITRE 102

Loi concernant Centrap (Mitis) inc.

[Sanctionnée le 11 juillet 1977]

Préambule. ATTENDU que la corporation Centrap (Mitis) inc. a été constituée par lettres patentes du 31 mai 1971 en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies;

Qu'à défaut de produire des rapports annuels et suite à la publication d'avis, elle a été dissoute et sa charte annulée le 18 août 1973;

Qu'il est opportun pour les intéressés que la dissolution de la corporation soit révoquée;

À ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

Révocation
de dissolution.

1. La dissolution de la corporation Centrap (Mitis) inc. est révoquée et cette révocation a les mêmes effets que celle accomplie dans le délai prévu à la Loi des renseignements sur les compagnies (Statuts refondus, 1964, chapitre 273).

Délai de
préparation,
etc.,
des
rapports.

2. Dans les trois mois qui suivent la date d'entrée en vigueur de la présente loi, les rapports que la compagnie a omis de produire et qui sont requis par la Loi des renseignements sur les compagnies doivent être préparés, attestés et remis au ministre des Consomma-

CHAPTER 102

An Act respecting Centrap (Mitis) inc.

[Assented to 11 July 1977]

WHEREAS the corporation called Centrap (Mitis) inc. was incorporated by letters patent dated 31 May 1971 under Part III of the Companies Act;

Whereas, upon failure to file annual returns and following publication of a notice, it was dissolved and its charter annulled on 18 August 1973;

Whereas it is expedient for the interested parties that the dissolution of the corporation be revoked;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

1. The dissolution of the corporation called Centrap (Mitis) inc. is revoked and such revocation has the same effects as that made within the delay provided for in the Companies Information Act (Revised Statutes, 1964, chapter 273).

2. Within the three months following the date of the coming into force of this act, the returns which the company has failed to file and which are prescribed by the Companies Information Act must be prepared, certified and remitted to the Minister of Consumer

teurs, coopératives et institutions financières.

Consé-
quence du
défaut.

À défaut de satisfaire aux exigences du premier alinéa, la présente loi sera sans effet.

Entrée en
vigueur.

3. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

Affairs, Cooperatives and Financial Institutions.

Upon failure to fulfil the requirements of the first paragraph, this act shall have no effect.

3. This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming
into force.